

LA NOBLESSE DE BOHÊME EN TANT QUE
REPRÉSENTANTE DU ROYAUME DE BOHÊME À PARTIR
D LA MISE EN VIGUEUR DE LA NOUVELLE
CONSTITUTION DU PAYS (VERNEUERTE LANDES-
ORDNUNG) (1627) JUSQU'AU DÉBUT DU RÈGNE DE
MARIA-THÉRÉSIA.

Eila Hassenpflug

A partir d'études sur les recherches modernes sur les états, on examine la position de ceux de Bohême et leurs rapports avec le souverain à partir de la mise en vigueur de la nouvelle constitution du pays jusqu'en 1742. La confrontation entre la Constitution écrite et la Constitution appliquée montre que la nouvelle Constitution supprimait certes la prédominance précédente des états de Bohême mais n'en avait pas pour autant brisé leur pouvoir. Les états de Bohême, représentés en primauté par la noblesse, gardèrent de loin le pouvoir direct sur la majorité des sujets du pays, leur propre auto-détermination et juridiction lors des sessions annuelles du parlement et à partir de 1714 sur le comité du pays. De plus les postes administratifs restèrent aux mains de grandes familles nobles de Bohême. Néanmoins l'intégration de la plus grande partie de la noblesse de Bohême, essayée par les Habsbourg et en partie déjà réalisée, continua à se heurter au bloc des représentants des intérêts de Bohême. L'hommage rendu à Karl Albrecht de la maison des Wittelsbach en 1741/42 montre que ces parties représentatives des états de Bohême se tournèrent vers les Wittelsbach avec l'espoir d'un renforcement tant de leur position que de celle du royaume.